

## FOIRE AUX QUESTIONS



### 1. NOTIONS GENERALES - CRITERES DE SELECTIVITE

- ✓ Quels sont les critères d'application des règles relatives aux aides d'Etat ?

*La réglementation en matière d'aides d'Etat s'applique si 5 critères cumulatifs sont réunis (art.107.1 TFUE) : l'aide accordée est **sélective** (mesure non générale s'appliquant à un ou certains bénéficiaires), **publique**, donnée à une **entreprise**, apporte un **avantage** à l'entreprise pouvant fausser la concurrence, elle **affecte les échanges** entre Etats membres de l'UE.*

- ✓ Quelle est la définition de l'entreprise au sens de l'UE ?

*L'entreprise est définie de manière très large par la réglementation européenne (art.1 Annexe 1 du RGEC). Il s'agit de toute entité, indépendamment de sa forme juridique, qui exerce une activité économique consistant à la mise sur le marché de biens et services, même sans but lucratif.*

- ✓ Comment peut se caractériser une aide d'Etat ?

*Au-delà de la subvention, une aide d'Etat peut prendre plusieurs formes comme par exemple : bonification, garantie, capital, rabais de prix, mise à disposition de moyens, remise de dettes, exonération, condition préférentielle, déclaration de ministre, avance remboursable, prêt à taux inférieur aux marchés, remise de pénalités, etc.*

- ✓ Une collectivité publique ou un établissement public sont-ils considérés comme une entreprise ?

*OUI si elle ou il exerce une activité économique,  
NON si elle ou il exerce une activité relevant des fonctions essentielles de l'Etat, reconnue comme telle par la jurisprudence de la Cour de Justice de l'Union européenne.*

- ✓ Une collectivité peut-elle être considérée comme une grande entreprise ?

*Oui la collectivité est toujours considérée comme une grande entreprise. Au point 25 de sa décision n° 43745 approuvant le régime d'aide d'Etat notifié relatif aux aides aux services de base et à la rénovation des villages dans les zones rurales, la Commission européenne considère que les collectivités et établissements publics sont des grandes entreprises lorsqu'ils ne répondent pas à la définition de la PME.*

## FOIRE AUX QUESTIONS

- ✓ Les universités ou organismes de recherche sont-ils considérés comme une entreprise exerçant une activité économique ?

*Tout dépend des activités qu'ils exercent ; les activités des universités et organismes de recherche sont considérées comme non économiques s'il s'agit, conformément au point 2.1 de l'encadrement relatif aux aides à la RDI, d'activités de formation relevant du système d'éducation nationale (mentionnées dans la jurisprudence de la CJUE), de R&D indépendantes en vue de connaissances plus étendues et d'une meilleure compréhension, de diffusion de résultats de recherche, de transfert de technologie (si le transfert est exécuté en interne à l'organisme et si les recettes générées sont réinvesties dans les activités principales des organismes de recherche).*

- ✓ Comment définit-on la recherche indépendante ?

*Le critère d'indépendance d'un organisme de recherche est directement lié à son éloignement du marché. Nous pouvons par exemple considérer que si une grande entreprise crée un organisme de recherche, ce dernier ne peut pas être indépendant au sens du point 2.1.1 a) second tiret de l'encadrement RDI, car l'entreprise recherchera nécessairement l'exploitation commerciale.*

- ✓ GIP dans le champ de l'éducation nationale : peut-on considérer qu'ils sont dans le champ des exclusions des organismes relevant de l'éducation nationale ?

*Oui.*

- ✓ Les GRETA sont-ils considérés comme des entreprises ?

*OUI les GRETA (groupements d'établissements de l'éducation nationale qui organisent des formations pour adultes dans pratiquement tous les domaines professionnels) sont considérés comme des entreprises dans la mesure où, bien que financés par des EPLE (établissements publics locaux d'enseignement), ils interviennent sur le champ de la formation professionnelle continue et non sur le champ de la formation initiale qui pourrait justifier leur exclusion de la qualification d'entreprise. Ils doivent être considérés comme des organismes de formation relevant des dispositions du livre 3 de la partie 6 du code du travail et à ce titre comme des entreprises.*

## FOIRE AUX QUESTIONS

✓ **OPCA** : leurs activités sont-elles considérées comme des activités économiques ?

*NON les OPCA ne rentrent pas dans le champ concurrentiel et ne sont pas des entreprises. La jurisprudence a conclu à l'absence de qualification économique d'une activité concernant notamment les activités « exclusivement sociales répondant à des exigences de solidarité nationale et dépourvues de tout but lucratif ».*

*Aujourd'hui les OPCA ne doivent pas être considérés comme des entreprises pour leur activité relevant de :*

- *la collecte des contributions des employeurs pour le financement de la formation professionnelle continue de leurs salariés ;*
- *la gestion administrative et financière de la prise en charge des actions de formation ;*
- *le financement d'études et recherches sur la formation ;*
- *L'information sur la formation.*

*Dans un arrêt du 22 mai 2003 - Freskot AE c/ Elliniko Dimiosio (aff. C-355/00) – la CJCE a considéré que l'organisme en cause, chargé de recueillir les contributions imposées aux entreprises n'était pas une entreprise au sens du droit communautaire.*

*« La fonction attribuée à cet organisme au titre du régime de l'assurance obligatoire en cause au principal s'inscrit dans le cadre essentiellement social poursuivi par ce régime » (pt. 76).*

*Aussi, « les prestations et la contribution qui constituent les deux éléments essentiels dudit régime, sont établies par le législateur national. En effet, la contribution revêt essentiellement la nature d'une charge imposée par l'Etat. C'est également l'Etat qui détermine les caractéristiques, y compris le taux, de cette charge. De même la nature et le niveau des prestations fournies par ELGA [l'organisme en cause] sont fixés par le législateur national.*

*Il s'ensuit que l'activité d'assurance exercée par ELGA n'est pas une activité économique au sens des dispositions du traité relatives au droit de la concurrence et que ne particulier, cet organisme ne constitue pas une entreprise au sens de l'article 92 [article 87] du traité ».*

*Par ailleurs, le juge rappelle également dans cet arrêt que « le paiement de la contribution par les agriculteurs grecs ne constitue pas la contrepartie économique des prestations fournies par ELGA au titre de l'assurance obligatoire ». Il en conclut que les prestations*

## FOIRE AUX QUESTIONS



*exercées par l'organisme en cause ne relèvent pas de la notion de « services » au sens du traité.*

*Ces éléments peuvent être transposés aux OPCA. En effet, la finalité du dispositif est essentiellement sociale puisqu'elle vise par la solidarité et une contribution touchant l'ensemble des entreprises nationales, à financer les formations suivies par les salariés de ces entreprises. De plus, les différents montants et taux minimum de contributions des entreprises sont fixés par le législateur au sein du code du travail (articles L. 6331-1 et suivants CT). Enfin, le mode d'utilisation des fonds collectés, la nature et le niveau des prestations fournies, ainsi que les modalités de gestion des éventuels excédents sont autant d'éléments fixés par le législateur dans ce même code (cf. notamment le 3° de l'article L. 6332-19 CT). Les contributions et prestations qui constituent les deux éléments essentiels de ce dispositif sont établies par le législateur national.*

*En revanche lorsque l'OPCA intervient pour le financement de diagnostic des TPE PME au regard de la formation et des compétences internes, l'analyse pourrait être différente.*

- ✓ Si une entreprise a une activité économique résiduelle, entre-t-elle dans le champ des aides d'Etat ?

*Si une infrastructure (et uniquement dans le cas des infrastructures) a une activité économique accessoire, de portée limitée, inférieure ou égale à 15% de sa capacité annuelle globale (projet de communication de la Commission, p.12 note de bas de page n°54), elle n'entre pas dans le champ de la réglementation des aides d'Etat. Ce pourcentage est de 20% pour les organismes de recherche et de diffusion des connaissances (communication de la Commission du 27 juin 2014 relative à l'encadrement des aides d'Etat à la RDI, p.9 note 20 du point 2.1.1).*

- ✓ Les chambres consulaires ont-elles une activité économique ?

*Lorsque les chambres consulaires mettent sur le marché des biens et services (comme par exemple de la formation professionnelle) dans une optique commerciale, cette activité a un caractère économique.*

- ✓ Une aide régionale peut-elle être considérée comme une mesure générale ?

*Non, dans les Etats comme la France qui ne sont pas organisés institutionnellement en fédération d'Etat, seule une aide nationale automatique, s'appliquant potentiellement à toute entreprise sur le territoire sans critère de sélectivité, est considérée comme une mesure générale. Une aide régionale ne peut donc jamais avoir le caractère de « mesure générale ».*



Premier ministre  
Ministère des Outre-Mer

Avec :

Commissariat général  
à l'égalité des territoires  
Direction générale  
à l'Outre-Mer



L'Europe s'engage en France  
avec le fonds européen de  
développement régional et le  
fonds social européen.



## FOIRE AUX QUESTIONS

- ✓ Les fonds des interprofessions en matière agricole sont-ils considérés comme des fonds privés ?

*Oui, dans la plupart des cas les fonds organismes interprofessionnels agricoles peuvent être considérés comme des fonds privés car s'ils sont prélevés de manière obligatoire sur les entreprises (cotisations volontaires obligatoires) leur utilisation n'est pas sous le contrôle des pouvoirs publics (excepté lorsque l'Etat est membre de l'association).*

- ✓ Quand peut-on considérer qu'une activité est purement locale ?

*Une activité est purement locale dès lors que l'opération répond aux critères cumulatifs suivants :*

- *l'activité ou le service est fourni localement*
- *absence d'attraction de clients européens*
- *absence de concurrence avec d'autres opérateurs européens*
- *les aides ne font pas d'obstacle à l'implantation d'opérateurs européens*
- *pas d'impact (ou très faible) sur le marché européen (consommateurs et entreprises)*

*Il convient de rester prudent car cette analyse est issue d'une pratique décisionnelle récente de la Commission européenne.*

- ✓ Si l'on se trouve hors champ de la réglementation des aides d'Etat, quelles règles s'appliquent ?

*L'ensemble des règles européennes relatives aux fonds structurels et d'investissement (FESI) ainsi que les règles nationales s'appliquent (règles de la comptabilité publique, règles des marchés publics etc.).*

- ✓ Que se passe-t-il si l'on est dans le cas d'une aide d'Etat illégale ?

*Le bénéficiaire de l'aide doit rembourser intégralement ou partiellement (la partie non éligible) l'aide en question.*

- ✓ Quels sont les critères de qualification d'une petite entreprise ?

*Une entreprise est considérée comme une petite entreprise si elle comprend jusqu'à 49 salariés au maximum ET un chiffre d'affaire ou un bilan de moins de 10 millions d'euros. (RGEC Annexe 1, article 2-2)*



## FOIRE AUX QUESTIONS

✓ Quels sont les critères de qualification d'une entreprise moyenne ?

*Une entreprise est considérée comme moyenne si elle comprend entre 50 et 249 salariés ET un chiffre d'affaire de moins de 50 millions d'euros ou un bilan de moins de 43 millions d'euros. (RGEC Annexe 1, article 2-1)*

✓ Est-il possible d'aider une entreprise en difficulté ?

*Oui mais pas dans le cadre des FESI ; dans ce cas, il faudra utiliser soit le règlement « de minimis » général, soit le régime d'aide notifié des aides au sauvetage et à la restructuration des PME, soit notifier préalablement l'aide à la Commission européenne pour approbation avant sa mise en œuvre.*

✓ Un financement européen géré au niveau européen peut-il être considéré comme une aide d'Etat ?

*Non, les financements européens du type LIFE ou Horizon2020 ne sont pas considérés comme des aides d'Etat, mais en cas de cumul avec une aide d'Etat il faut vérifier le respect du taux d'aide le plus favorable prévu par les textes relatifs aux aides d'Etat (RGEC) OU du taux d'aide le plus favorable prévu par les textes européens relatifs aux programmes en question (LIFE...).*

✓ Quand peut-on considérer qu'une aide d'Etat est légale ?

*Une aide d'Etat est légale si :*

- elle utilise un régime d'aide exempté de notification, OU
- elle utilise un régime d'aide notifié à la Commission européenne, OU
- elle utilise un règlement « de minimis », OU
- elle est notifiée individuellement à la Commission européenne.

✓ Une Région peut-elle s'inscrire dans un régime d'aide élaboré par une autre région et approuvé par la Commission européenne ?

*Non, si le régime concerné a un champ d'application régional, cette autre région doit, même si elle se trouve dans une situation comparable, rédiger et faire approuver son propre régime.*

*Les autorités d'octroi doivent vérifier le champ d'application territorial des régimes qu'elles souhaitent appliquer.*

## FOIRE AUX QUESTIONS

- ✓ Les hôpitaux publics ont-ils une activité économique ?

*Les hôpitaux publics sont considérés comme ayant une activité non économique si 4 critères définis par la jurisprudence de la CJUE sont remplis<sup>1</sup> :*

- Ils font partie intégrante d'un service de santé national
- Ils fonctionnent sur le principe de solidarité
- Ils ont des services financés par les cotisations de sécurité sociale
- Leurs services sont gratuits<sup>2</sup>

*En France les hôpitaux publics sont financés via la décision d'exemption SIEG.*

- ✓ Ou trouver des informations en ligne sur la réglementation des aides d'Etat ?

*Le site Internet unique dédié aux aides d'Etat est le suivant :*

<http://www.europe-en-france.gouv.fr/Centre-de-ressources/Aides-d-etat>

*Le site de la Commission européenne est consultable à l'adresse suivante :*

[http://ec.europa.eu/competition/state\\_aid/modernisation/index\\_en.html](http://ec.europa.eu/competition/state_aid/modernisation/index_en.html)

- ✓ Peut-on créer un régime d'aide et ne pas l'utiliser par la suite ?

*Il est en effet possible, pour une autorité de gestion, de créer un régime qui n'est pas utilisé par la suite. Dans le cadre du rapport annuel adressé à la Commission, il faudra dans ce cas indiquer que le régime n'a pas été utilisé.*

- ✓ Une autorité de gestion peut-elle aider un projet qui a déjà démarré ?

*Non, en principe il faut respecter la règle de l'incitativité (art. 6 du RGEC). La demande d'aide doit être formulée par écrit avant le démarrage du projet. En revanche certains régimes, comme par exemple le régime relatif aux aides en faveur de la culture n° SA.42681, les régimes financement des risques n° SA.40390 et PME n° SA.40453 uniquement pour les mesure d'aides aux « jeunes pousses », le régime d'aide à l'embauche de travailleurs défavorisés n° SA.40208 (sauf la mesure 5.4) ne comportent pas de règle d'incitativité. Tel est également le cas des quatre règlements relatifs aux aides « de minimis ». Une autorité de gestion peut dans ce cas aider un porteur alors même que la demande d'aide a été formulée après le démarrage du projet.*

<sup>1</sup> Ex. Le système de santé national espagnol (arrêt du Tribunal du 4 mars 2003, FENIN, T-319/99, ECLI:EU:T:2003:50, et l'arrêt de la Cour de justice du 11 juillet 2006, FENIN, C-205/03 P, ECLI:EU:C:2006:453, points 25 à 28).

<sup>2</sup> Cependant, selon le point 25 de la Communication de la Commission du 19 juillet 2016 en note en bas de page 37, en fonction des caractéristiques générales du système, la perception de montants ne couvrant qu'une fraction limitée du coût réel du service peut ne pas affecter sa qualification en tant que régime non économique.

## FOIRE AUX QUESTIONS

- ✓ Quelle forme doit prendre une demande d'aide formulée par un porteur de projet ?

*La demande d'aide doit être écrite, faite avant le démarrage du projet (incitativité) et contenir les éléments suivants :*

- *nom et taille de l'entreprise,*
- *description du projet avec dates de début et de fin,*
- *localisation du projet,*
- *liste des coûts du projet,*
- *type et montant d'aide sollicité.*

*Une autorité de gestion n'est pas liée par cette demande et les éléments qu'elle contient ne sont qu'estimatifs.*

- ✓ Quelle règle appliquer en cas de superposition d'une réglementation « aides d'Etat » et d'une réglementation « fonds structurels » ?

*C'est la règle la plus stricte qui doit être appliquée. Le plus souvent c'est la règle « aide d'Etat » qui est la plus stricte. Il peut toutefois arriver qu'une règle « fonds structurels » soit plus stricte. Par exemple en matière d'aides aux entreprises en difficultés, exclues dans la réglementation des FESI, alors que certains régimes d'aide d'Etat permettent d'aider ces entreprises.*



## FOIRE AUX QUESTIONS



### 2. LES DIFFERENTES CATEGORIES D'AIDES

✓ Qu'est-ce qu'une aide « de minimis » ?

*Une aide « de minimis » est une aide d'Etat qui ne remplit pas tous les critères de l'article 107 du TFUE et donc ne fausse pas la concurrence au sein de l'UE parce qu'elle est d'un faible montant (par exemple une aide jusqu'à 200 000€ pour une entreprise unique) et parce qu'elle respecte toutes les conditions d'un règlement « de minimis ». (Règlement « de minimis » "1407/2013 article 3).*

✓ Quels sont les différents montants de minimis ?

- De minimis général : 200 000 € par entreprise unique sur 3 exercices fiscaux (Règlement 1407/2013)
- De minimis pêche : 30 000 € par entreprise unique sur 3 exercices fiscaux (Règlement 717/2014)
- De minimis agricole : 15 000 € par entreprise unique sur 3 exercices fiscaux (Règlement 1408/2013)
- De minimis SIEG : 500 000 € par entreprise sur 3 exercices fiscaux (Règlement 360/2012)

✓ Comment comptabiliser les aides « de minimis » dans les programmes de coopération territoriale européenne ?

*C'est à l'autorité de gestion de décider de quelle nationalité est l'aide « de minimis » qu'elle octroie. Par exemple, dans un programme réunissant des partenaires de quatre Etats membres, l'autorité de gestion peut octroyer à une même entreprise une aide de 800 000€ considérant qu'il s'agit de 200 000€ d'aides « de minimis » octroyées au titre de chaque Etat partenaire. L'entreprise doit déclarer les aides « de minimis » qu'elle a obtenues de chaque Etat partenaire.*

✓ Qu'est-ce qu'une aide à finalité régionale (AFR) ?

*Une aide à finalité régionale à vocation à contribuer à l'amélioration de l'emploi et de l'activité dans les régions en difficulté. Ces régions en difficulté sont les zones à finalité régionale telles que définies dans le TUE. Une aide AFR est autorisée si elle répond à tous les critères fixés dans un régime d'aide cadre exempté AFR tel que le régime n° SA 39252. (RGEC 651/2014, considérant 31)*

## FOIRE AUX QUESTIONS



✓ Quels sont les types d'aides à la recherche-développement et à l'innovation ?

*Il y a 4 types d'aides aux projets de R&D : aides à la recherche fondamentale, aides à la recherche industrielle, aides au développement expérimental, aides aux études de faisabilité. Plus on se rapproche du marché, plus l'aide risque de fausser la concurrence plus son intensité baisse. (RGEC 651/2014, considérant 47 + section 4 article 25)*

✓ Comment distinguer les projets de recherche fondamentale et les projets de recherche industrielle ?

*Les projets de recherche fondamentale n'ont pas d'application ni d'utilisation directe envisagée. ((RGEC 651/2014, Encadrement RDI 27/06/2014 article 1.3 m)*

✓ Quels sont les coûts éligibles pour les aides R&D ?

*Les coûts éligibles comprennent les frais de personnels, les coûts de matériels, instruments, bâtiments, terrains, les coûts de recherche contractuelle, de conseil, les frais généraux mais uniquement au prorata de leur utilisation pour les projets de recherche et pendant la durée du projet de recherche. (RGEC 651/2014, article 29-3)*

✓ Comment définir un pôle d'innovation ?

*Un pôle d'innovation est une structure ou un groupe organisé de parties indépendantes (jeunes pousses innovantes, petites, moyennes ou grandes entreprises, organismes de recherche et de diffusion des connaissances, organismes sans but lucratif et autres acteurs économiques apparentés) destiné à stimuler l'activité d'innovation par des actions de promotion, le partage des équipements et l'échange de connaissances et de savoir-faire, ainsi qu'en contribuant de manière effective au transfert de connaissances, à la mise en réseau, à la diffusion de l'information et à la collaboration entre les entreprises et organismes qui constituent le pôle. (Encadrement RDI 27/06/2014 article 1.3 s et article 2 §92 du RGEC)*

✓ Une aide à la mise aux normes environnementales est-elle autorisée ?

*Non, sauf pour certaines acquisitions de véhicules de transports (route, rail, mer, fluvial) et pour les opérations de post équipement de véhicules existants. En revanche les aides à l'investissement de dépassement de normes environnementales européennes sont autorisées. (RGEC 651/2014, considérants 56-57 + section 7 article 36-3)*

## FOIRE AUX QUESTIONS

- ✓ Aides aux investissements à l'efficacité énergétique : comment définir l'efficacité énergétique ?

*L'efficacité énergétique s'entend comme la quantité d'énergie économisée, déterminée en estimant/mesurant la consommation avant et après la mise en œuvre d'une mesure visant à améliorer l'efficacité énergétique, les conditions externes qui ont une incidence sur la consommation d'énergie faisant l'objet d'une normalisation.*

- ✓ Qu'entend-on par financement des risques ?

*Le financement des risques concerne les interventions publiques qui ne sont pas allouées à fonds perdus : prêts, garanties, interventions en fonds propres ou en quasi fonds propres, crédit-bail (ou une combinaison de ces interventions). A noter qu'il n'y a pas d'aides d'Etat si l'intervention publique est aux conditions du marché. Par ailleurs, les mesures d'aide au financement des risques doivent être mises en œuvre par des intermédiaires financiers ou des plateformes de négociation alternatives, excepté pour ce qui est des incitations fiscales aux investissements directs dans des entreprises admissibles. (RGEC 651/2014, article 2-71)*

- ✓ Quels sont les coûts éligibles des aides à la formation ?

*Les coûts éligibles des aides à la formation comprennent les frais de personnels des formateurs pendant la formation, les frais des personnels formés des PME uniquement, les frais de déplacement, fonctionnement et matériaux directement liés au projet de formation, les services de conseil. (RGEC 651/2014, section 5, article 31-3)*

- ✓ Les aides à la formation concernent-elles bien les coûts de formation d'une entreprise qui forme ses propres salariés ?

*Le régime d'aide à la formation vise en effet des entreprises qui forment leurs propres salariés. Un centre de formation peut toutefois être considéré comme un opérateur transparent lorsqu'il délivre des formations à des tarifs préférentiels et que les critères de l'annexe 1 du régime SA 40453 relatif aux aides aux PME sont réunis. Le vrai bénéficiaire est alors toujours l'entreprise dont le salarié participe à la formation.*

- ✓ Aides aux infrastructures locales : qu'entend-on par infrastructure locale ?

*On parle de construction ou de modernisation d'infrastructures contribuant, à un niveau local, à améliorer l'environnement des entreprises ou des citoyens, et visant à moderniser ou développer la base industrielle. (La Commission européenne a confirmé que les termes de cette définition s'entendaient de manière alternative et non cumulative). (RGEC 651/2014, section 13 article 56-1)*

## FOIRE AUX QUESTIONS



### 3. LES SIEG

✓ Quelles sont les conditions d'un SIEG ?

- une mission d'intérêt général (c'est à dire un service à la population ou bénéficiant à la société dans son ensemble) à caractère économique,
- des obligations de service public associées à cette mission,
- un mandat de la puissance publique confiant la gestion du service à une entreprise.

✓ Quelles sont les différentes possibilités de financement public des SIEG ?

- Le financement du SIEG respecte les 4 critères de l'arrêt Altmark de la CJUE,
- Le financement du SIEG respecte les critères de la décision d'exemption du 20 décembre 2011,
- Le financement du SIEG respecte le Règlement de minimis SIEG,
- Le financement du SIEG est notifié à la Commission européennes avant son octroi.

✓ Quels sont les critères de l'arrêt Altmark permettant de financer un SIEG ?

- L'entreprise est chargée d'obligations de service public,
- Les critères de compensation ont été préalablement et objectivement définis,
- Il n'y a pas de surcompensation (nécessité de proportionnalité du financement public par rapport aux charges, notion de bénéfice raisonnable),
- Il faut que l'entreprise soit sélectionnée via une procédure de marché public ou à défaut que son financement soit comparable à celui d'une entreprise moyenne bien gérée.

✓ Qu'est-ce qu'un bénéfice raisonnable ?

Lorsque la gestion du service ne comporte pas de risque commercial, la Commission considère qu'il s'agit du taux de rendement du capital qu'exigerait une entreprise moyenne pour gérer le service, c'est à dire le taux swap + 100 points de base (Décision SIEG du 20/12/2011, article 5, alinéas 5-6-7).

✓ Un SIEG peut-il concerner une activité exercée par le secteur privé ?

Un SIEG ne peut pas concerner une mission déjà fournie de manière satisfaisante par le secteur privé. Le service peut donc être fourni par le privé, mais pas dans des conditions satisfaisantes.

## FOIRE AUX QUESTIONS

- ✓ Un agriculteur peut-il recevoir une aide « de minimis » SIEG ?

*L'article 2.b du règlement 360/2012 précise que la production agricole est exclue du champ d'application du "de minimis" SIEG.*

- ✓ Qu'est-ce qu'un SNEIG ?

*On parle de SNEIG (service non économique d'intérêt général) lorsqu'on est en présence d'une activité liée à la prérogative de puissance publique, d'une activité de nature purement sociale, de certaines activités des universités et organismes de recherche. Les services non économiques ne relèvent pas de la réglementation européenne des SIEG, ni des aides d'Etat. (Projet de communication de la Commission européenne)*

- ✓ Le mandat donné pour gérer un SIEG peut-il être à l'initiative d'une personne publique ?

*La personne publique donne mandat sur la base d'une proposition faite par un porteur de projet. Le mandat ne sera pas soumis aux règles de la commande publique.*